

Habe keine endgültige  
Version im Deutsch  
gefordert.

# Une meilleure collaboration entre les Maisons de Justice et les prisons dans le cadre de la réinsertion de condamnés radicalisés

le lundi 18 février 2019 13:00 • Communiqués de presse

**ANTONIOS ANTONIADIS, MINISTRE DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE EN CHARGE DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE LA FAMILLE ET DES AFFAIRES SOCIALES et PRÉSIDENT DE LA CIM MAISONS DE JUSTICE**

**KOEN GEENS, MINISTRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE**

**JO VANDEURZEN, MINISTRE FLAMAND DU BIEN-ÊTRE, DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE**

**RACHID MADRANE, MINISTRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE EN CHARGE DE LA JEUNESSE, DE L'AIDE À LA JEUNESSE, DES MAISONS DE JUSTICE, DU SPORT ET DE LA PROMOTION DE BRUXELLES AU SEIN DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES**

17/02/2019

**Une meilleure collaboration entre les Maisons de Justice et les prisons dans le cadre de la réinsertion de condamnés radicalisés**

**Lors de la dernière Conférence interministérielle des Maisons de Justice de cette législature, les trois ministres compétents pour les Maisons de Justice dans notre pays ont pris l'initiative, en concertation avec le ministre de la Justice, de collaborer au parcours de réinsertion des détenus dès la phase de détention. Il s'agit de prisonniers condamnés pour des actes terroristes ou extrémistes qui représentent un risque important pour la radicalisation d'autres détenus. L'objectif consiste à mieux les préparer à leur sortie.**

Dans une circulaire commune, les ministres en charge des Maisons de Justice se sont engagés à permettre un *disengagement* au sein des prisons, c'est-à-dire un parcours visant à détourner les détenus radicalisés de la mise en pratique, avec violence, de leurs idées radicales et à préparer leur réinsertion en concertation avec la prison. Le ministre fédéral de la Justice assure à son tour la mise à disposition du soutien nécessaire au niveau de l'infrastructure et de l'organisation ainsi que l'implication en temps utile de l'assistant de justice dans le parcours de désengagement.

À la demande de la prison, un assistant de justice peut intervenir dans le parcours de réinsertion au sein de l'établissement pénitentiaire afin de mieux préparer la

libération de détenus radicalisés. Il s'agit d'une vision commune réunissant les ministres Geens, Vandeurzen, Madrane et Antoniadis.

Depuis la sixième réforme de l'État, les Maisons de Justice - qui se chargent notamment du suivi des peines de substitution - relèvent de la compétence des communautés. Lors de la Conférence interministérielle des Maisons de Justice à Eupen, les ministres communautaires et le ministre fédéral de la Justice se sont exprimés en faveur de la poursuite du renforcement de leur collaboration. Ainsi, dès la phase de détention, les détenus radicalisés seront incités à suivre un parcours de *disengagement* et à préparer leur réinsertion avec le soutien d'un assistant de justice.

Le ministre de la Justice, Koen Geens, et les trois ministres communautaires compétents - Madrane, Antoniadis et Vandeurzen - ont signé une circulaire ministérielle commune qui confère un nouveau mandat aux Maisons de Justice. Les assistants de justice se voient notamment attribuer pour la première fois une mission officielle lors de la détention. Cette procédure sera évaluée après 2 ans.

« Le transfert des Maisons de Justice vers les communautés constitue l'occasion idéale d'impliquer davantage les services d'aide dans l'exécution de la peine afin de mieux préparer la réinsertion des détenus. La nouvelle mission de l'assistant de justice nous permettra de mieux poursuivre nos efforts visant à inciter les détenus à se distancer des idées qu'ils avaient avant - ce que nous appelons le processus de *disengagement* », explique le ministre flamand Jo Vandeurzen.

« Avec mes collègues en charge des Maisons de Justice, nous avons discuté, au cours des quatre dernières années, de très nombreuses lois visant à renforcer le fonctionnement de ces établissements. Nous nous sommes notamment concertés au sujet de la loi sur l'internement et de la législation relative à l'exécution des peines. Une conférence interministérielle ne peut réussir que si tous les ministres concernés poursuivent le même objectif, c'est-à-dire un encadrement soigné de toute personne faisant l'objet d'une mesure judiciaire », déclare Koen Geens, ministre de la Justice.

« Si on veut prendre à bras le corps le problème de la radicalisation dans les prisons, il est nécessaire d'avoir une approche structurée de la problématique, en collaboration avec l'ensemble des institutions et services concernés. Avec cette nouvelle circulaire, nous pourrions apporter une réponse individualisée et systématique pour chaque détenu radicalisé et ainsi mieux préparer leur réinsertion. En permettant aux assistants de justice d'entamer leur travail au sein des prisons, on renforce aussi la cohérence des interventions entre l'intra et l'extra muros au bénéfice de la réinsertion des détenus » souligne le ministre des Maisons de Justice, Rachid Madrane.

« La lutte contre le radicalisme violent et contre le terrorisme nous concerne tous ! Il était donc important que la Communauté germanophone participe à l'élaboration de cette circulaire commune. L'année dernière, nous avons créé le service d'accompagnement des personnes incarcérées qui agit sous la tutelle de la maison de justice. Depuis lors, une collaboratrice germanophone accompagne les détenus dans les prisons. La circulaire permettra aux assistantes de justice d'accéder plus

facilement aux prisons et garantira un accompagnement encore plus ciblé et intensif entre, durant et après la détention. Cela avec comme objectif d'une réinsertion sociale de la personne, commente le Ministre Antonios Antoniadis, en charge de la maison de justice en Communauté germanophone. « Le fait que nous organisons pour la première fois une CIM ici à Eupen est un symbole fort d'une collaboration étroite et constructive durant les 5 dernières années. »

**>> Pour la presse :**

- Nico Krols, porte-parole du ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille Jo Vandeurzen, 0476 907 972
- Sieghild Lacoere, porte-parole du ministre fédéral de la Justice Koen Geens, 0475 50 55 50
- Aude Lavry, porte-parole du ministre des Maisons de justice de la Communauté française Rachid Madrane, 0485 168 772
- Frederik Thelen, porte-parole du ministre de la communauté germanophone en charge de la santé publique, de la famille et des affaires sociales, 0478 458 376



# Betere samenwerking justitiehuizen en gevangenen bij re-integratie geradicaliseerde veroordeelden

op 18 februari 2019 13:00 • Persberichten

**ANTONIOS ANTONIADIS, MINISTER VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BEVOEGD VOOR VOLKSGEZONDHEID, GEZIN EN SOCIALE ZAKEN en VOORZITTER VAN DE IMC JUSTITIEHUIZEN**

**KOEN GEENS, FEDERAAL MINISTER VAN JUSTITIE**

**JO VANDEURZEN, VLAAMS MINISTER VAN WELZIJN, VOLKSGEZONDHEID EN GEZIN**

**RACHID MADRANE, MINISTER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP BEVOEGD VOOR JEUGD, JEUGDHULP, JUSTITIEHUIZEN, SPORT EN DE PROMOTIE VAN BRUSSEL IN DE FEDERATIE WALLONIE-BRUXELLES**

18/02/2019

**Betere samenwerking justitiehuizen en gevangenen bij re-integratie geradicaliseerde veroordeelden**

**Op de laatste Interministeriële Conferentie Justitiehuizen van deze legislatuur namen de drie ministers, die in ons land voor de justitiehuizen bevoegd zijn, samen met de minister van Justitie het initiatief om al tijdens de detentiefase samen te werken aan het re-integratietraject van gedetineerden. Het gaat om veroordeelden die terroristische of extremistische feiten hebben gepleegd en die een ernstig risico betekenen voor de radicalisering van andere gedetineerden. Zij zullen beter op hun vrijlating worden voorbereid.**

In een gemeenschappelijke omzendbrief nemen de ministers die bevoegd zijn voor de justitiehuizen een engagement op om in de gevangenen een *disengagement* mogelijk te maken, dit is een traject om de geradicaliseerde gedetineerde van het idee af te brengen om met geweld zijn radicale gedachten in de praktijk om te zetten, en samen met de gevangenis de re-integratie voor te bereiden. De federale minister van Justitie verzekert op zijn beurt alle facilitaire en organisatorische ondersteuning en het tijdig betrekken van de justitie-assistent in het disengagementstraject.

Op vraag van de gevangenis kan een justitie-assistent betrokken worden bij het re-integratietraject in de gevangenis om de vrijlating van geradicaliseerde gedetineerden beter voor te bereiden. Dat is de gemeenschappelijke visie waarachter ministers Geens, Vandeurzen, Madrane en Antoniadis zich scharen.

Sinds de zesde staatshervorming zijn de justitiehuisen – die onder meer instaan voor de opvolging van de alternatieve straffen – een bevoegdheid van de gemeenschappen. Tijdens de Interministeriële Conferentie Justitiehuisen in Eupen spraken de gemeenschapsministers en de federale minister van Justitie zich uit om de krachten nog steviger te bundelen. Zo zullen geradicaliseerde gedetineerden aangespoord worden om al tijdens hun opsluiting een *disengagement*-traject te volgen en de re-integratie samen met een justitie-assistent voor te bereiden.

De minister van Justitie, Koen Geens, en de drie bevoegde gemeenschapsministers, Madrane, Antoniadis en Vandeurzen ondertekenden een gemeenschappelijke ministeriële omzendbrief waarin de justitiehuisen een nieuw mandaat krijgen. Zo krijgen justitie-assistenten voor het eerst een officiële opdracht tijdens de detentie. Deze werkwijze zal na 2 jaar worden geëvalueerd.

"De overdracht van de justitiehuisen naar de gemeenschappen is een uitstekende gelegenheid om de hulpverlening nauwer te betrekken bij de strafuitvoering, zodat de re-integratie van de gedetineerden beter wordt voorbereid. Dankzij de nieuwe opdracht van de justitie-assistent kunnen we de inspanningen om de gedetineerde afstand te laten nemen van eerdere opvattingen – het zogenaamde *disengagement* – beter voortzetten", stelt Vlaams minister Jo Vandeurzen.

"De afgelopen vier jaar heb ik samen met mijn collega's, bevoegd voor de justitiehuisen, heel wat wetgeving besproken die de werking van de justitiehuisen versterkt. Zo pleegde ik met hen overleg over bijvoorbeeld de interneringswet en wetgeving over strafuitvoering. Een interministeriële conferentie kan enkel slagen indien alle betrokken ministers hetzelfde doel voor ogen hebben, namelijk een zorgvuldige begeleiding van al wie een justitiële maatregel ondergaat", aldus Minister van Justitie Koen Geens.

"Als we het probleem van radicalisering in gevangenen daadkrachtig willen aanpakken, moeten we het op een gestructureerde manier benaderen, in samenwerking met alle betrokken instellingen en diensten. Met deze nieuwe omzendbrief kunnen we voor elke geradicaliseerde gevangene een geïndividualiseerde en systematische respons bieden en zo hun re-integratie beter voorbereiden. Door justitie-assistenten al in gevangenen aan de slag te laten gaan, vergroten we ook de samenhang van de interventies binnen en buiten de gevangenis, wat de re-integratie van de gevangenen ten goede komt", benadrukt de minister bevoegd voor justitiehuisen, Rachid Madrane.

"Bij de bestrijding van radicalisering en terrorisme is samenwerking essentieel. Daarom is het voor ons belangrijk dat wij, als Duitstalige Gemeenschap, aan deze gemeenschappelijke omzendbrief meegewerkt hebben. Vorig jaar werd de Dienst voor de begeleiding van gedetineerden opgericht en bij het justitiehuis ondergebracht. Sindsdien begeleidt een medewerkster van het justitiehuis de Duitstalige gedetineerden in de gevangenen. Dankzij de omzendbrief ontvangen de justitieassistenten nog makkelijker toegang tot de gevangenen, zodat gedetineerden tijdens en na hun tijd in de gevangenis coherent en intensief begeleid kunnen worden met het oog op re-integratie in de maatschappij, aldus minister Antonios Antoniadis, bevoegd voor het justitiehuis Eupen. "Dat de huidige

interministeriële conferentie in Eupen plaatsvindt, heeft een grote symbolische waarde voor de succesvolle samenwerking de jongste vijf jaar. De uitbreiding van de autonomie van de Duitstalige Gemeenschap spiegelt zich hier weer in de uitvoering van de alternatieve strafmaatregelen”.

**>> Voor de pers:**

- Nico Krols, woordvoerder van Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin Jo Vandeurzen, 0476 907 972
- Sieghild Lacoere, woordvoerster van federaal minister van Justitie Koen Geens, 0475 505 550
- Aude Lavry, woordvoerder van minister van justitiehuzen van de Franse gemeenschap Rachid Madrane, 0485 168 772
- Frederik Thelen, woordvoerder van Antonios Antoniadis, minister van de Duitstalige gemeenschap bevoegd voor Volksgezondheid, Gezin en Sociale Zaken, 0478 458 376

